

DCE N° DAF 2024_001048

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Modalités de sélection des candidatures

LOCATION ET MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DE CABINES DE PRISES DE MESURES

MARCHE A TRANCHES
SANS MINIMUM ET AVEC UN MAXIMUM FIXE EN VALEUR

En application du Livre 1 de la deuxième partie du code de la commande publique relative aux
marchés publics

Procédure de passation :

Procédure avec négociation, publicité préalable et mise en concurrence passée en
application des articles L. 2124-3 et R. 2124-3 1^{er} alinéa du code de la commande
publique

11/12/2024 à 15h00

Compte tenu des nombreux dysfonctionnements impactant PLACE, il est **fortement** recommandé aux soumissionnaires de transmettre une copie de sauvegarde sur support informatique USB comme cela est prévu dans le présent règlement de la consultation (Cf. article 7.2).

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE	3
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
Encadrement du marché.....	3
Définition des tranches	4
ARTICLE 3 - CONTEXTE - DEFINITION DU BESOIN	4
ARTICLE 4 - DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE.....	5
4.1 PRESENTATION DE LA CANDIDATURE SOUS FORME SIMPLIFIEE (eDUME)	5
4.2 PRESENTATION DE LA CANDIDATURE HORS FORME SIMPLIFIEE (HORS DUME)	6
ARTICLE 5 - MODALITES DE SELECTION DES CANDIDATURES.....	7
5.1 Conditions de recevabilité des candidatures	7
5.2 Niveau minimum de capacités requis	7
ARTICLE 6 - DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES.....	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES	8
7.1 Déroulement de la procédure de transmission du pli, via PLACE.....	8
7.2 Modalités relatives à la copie de sauvegarde	8
ARTICLE 8 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	9
ARTICLE 9 - POURSUITE DE LA PROCEDURE	9
ARTICLE 10 - GROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET SOUS-TRAITANCE.....	9
10.1 CANDIDATURES PRESENTEES PAR UN GROUPEMENT D'ENTREPRISE.	9
10.2 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANCES	9
ARTICLE 11 - UNITÉ MONÉTAIRE UTILISÉE	10
ARTICLE 12 - PROCÉDURE DE RECOURS	10
12.1 INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS	10
12.2 SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS	10

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE

Conformément au règlement du Conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022 relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, la présente consultation n'est pas ouverte à un candidat établi sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire.

La même restriction est applicable à un candidat qui recourt à un sous-traitant et/ou à un fournisseur implanté sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10% de la valeur de l'accord-cadre.

Toute candidature ne satisfaisant pas à ce règlement sera rejetée.

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte d'utiliser le document unique de marché européen (DUME).

Le DUME, ou l'e-DUME pour sa version électronique, est une déclaration sur l'honneur harmonisée à l'échelle européenne, élaborée sur la base d'un formulaire type, permettant de candidater à un marché public. Il est appelé à se substituer aux formulaires DC1, DC2, DC4 et à remplacer le programme « Marché Public Simplifié » (MPS).

Ce dispositif présente les caractéristiques suivantes :

- la réponse électronique est obligatoire pour l'ensemble des candidats ;
- la consultation de cet « e-DUME » s'opère obligatoirement depuis PLACE en version dématérialisée ;
- il permet de candidater à n'importe quel marché dans toute l'Union Européenne avec le même document ;
- l'e-DUME est réutilisable pour chaque consultation à laquelle le candidat répond sous réserve que les informations fournies soient bien à jour.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente procédure est une procédure avec négociation, publicité et mise en concurrence et a pour objet la location et le maintien en condition opérationnelle (MCO) de cabines de prises de mesures 3D au sein des locaux du Ministère des armées.

Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-3 et R. 2124-3 1^{er} alinéa du code de la commande publique.

Elle doit conduire à la notification d'un marché à tranches d'une durée de 5 ans à compter de sa date de notification, conformément aux articles R. 2113-4, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Encadrement du marché

La consultation n'est pas allotie.

Objet du marché	MONTANT MINIMUM EN € HT SUR 5 ANS	MONTANT MAXIMUM EN € HT SUR 5 ANS
Location et maintien en condition opérationnelle de cabines de prises de mesures	sans	1 700 000,00 €

Définition des tranches

Libellé des tranches	
Tranche Ferme à bons de commande* (TF)	Installation, mise en service des cabines ; Formation des utilisateurs et techniciens ; Location et MCO des cabines sans/avec interfaçage** ; Déménagement d'une cabine de prises de mesures le cas échéant (changement de local au sein d'un même site) ; Maintenance évolutive ; Désinstallation et démontage d'une cabine de prise de mesure 3D et des logiciels internes aux cabines en fin d'exécution
Tranche Optionnelle n°1 (TO1)	Travaux préparatoires à l'interfaçage (étude de faisabilité): Livrable: spécifications techniques et fonctionnelles en relation avec les autres équipes projet (E-HAB et GHECO)
Tranche Optionnelle n°2 (TO2)	Développement de l'interfaçage Déploiement en environnement hors production Vérification d'aptitude (VA)
Tranche Optionnelle n°3 (TO3)	Mise en production Vérification de service régulier (VSR)

* La tranche ferme comprend une phase préparatoire d'une durée de 6 mois minimum comprenant notamment les prérequis suivants :

- Règlement Général de Protection des Données (RGPD) /Données à Caractère Personnel des Militaires (DCPM) : habilitation du responsable de traitement des données (RTD) du titulaire et des personnes ayant accès aux DCPM ;
- Habilitation de l'administrateur du système d'information et de tout personnel ayant accès à des données « diffusion restreinte » ;
- Homologation du SI avant déploiement effectif sur le réseau Intradef ;
- Formation initiale des utilisateurs (utilisateurs et techniciens de la DTI du CIEC) ;
- Vérification d'aptitude (VA) et Vérification de service régulier (VSR).

** Dès TO3 admise, application du forfait location /MCO en mode interfacé

ARTICLE 3 - CONTEXTE - DEFINITION DU BESOIN

Le service du Commissariat des Armées (SCA) a expérimenté depuis 2017, sur trois sites (Lorient, Rochefort et Saint-Maixent), des cabines de prise de mesure 3D utilisées pour faciliter les incorporations (prise de mesure déterminant les tailles des effets composant la tenue militaire à délivrer au bénéficiaire incorporé en fonction de sa morphologie).

A l'issue de cette phase d'expérimentation, ce concept de distribution au personnel bénéficiaire a été validé et il a été décidé de l'étendre géographiquement à d'autres sites et de prévoir un système d'information permettant une gestion centralisée des cabines (tranche ferme) ainsi que des interfaçages avec les systèmes d'informations logistiques du Ministère des armées (tranches optionnelles) afin d'automatiser les flux de données (mensurations des personnels, opérations de vérification et de mise à jour des stocks notamment).

La prestation attendue comprendra notamment :

- Installation de cabines de prises de mesures 3D, au sein de sites d'incorporation du Ministère des armées implantés en France métropolitaine (hors Corse). A titre indicatif, 10 à 15 cabines pourraient être déployées;
- Fourniture des logiciels internes aux cabines de prises de mesures 3D, nécessaires au bon fonctionnement du système avec administration à distance des référentiels par l'administration ;
- Location des cabines et maintien en condition opérationnelle et de sécurité des logiciels et des équipements ;
- Installation du système d'information de gestion des équipements sur une infrastructure C1 DR du réseau Intradef du Ministère des armées ;
- Optionnel : interfaçage avec les systèmes d'information métier GHECO et E-HABILLEMENT ;

- Mise à disposition des données brutes du système d'information pour être utilisées par des SI du ministère dans le cadre d'analyses divers (statistiques, tableaux de bord, reporting) ;
- Implémentation des flux d'échanges avec d'autres systèmes d'informations du ministère (tranches optionnelles) ;
- Fourniture de l'ensemble de la documentation technique (architecture technique, installation, exploitation, paramétrage) et fonctionnelle (manuel d'utilisation, affiches descriptives sur la posture à adopter lors de la prise de mesure) ;
- Assistance à l'utilisation et formation des utilisateurs ;
- Intégration des tableaux de distribution existants fournis par l'administration au format tableur ;
- Déménagement d'une cabine de prises de mesures au sein d'un même site le cas échéant (désinstallation – transport vers le local de destination – réinstallation et vérification de fonctionnement avant mise en service) ;
- Désinstallation et démontage de la solution en fin d'exécution de marché (remise en état d'origine).

En outre, il est porté à l'attention des candidats qu'ils devront être en capacité de mettre à disposition de l'acheteur, sur le territoire métropolitain (Corse exclue), une cabine de prises de mesure pour la réalisation des tests nécessaires à la cotation technique de la solution proposée au titre des offres initiales, intermédiaires et/ou finales.

ARTICLE 4 - DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE

Le candidat a le choix de présenter sa candidature :

- soit en mode simplifié en utilisant le Document Unique de Marché Européen en sa version électronique l'e-DUME (format dématérialisé xml) (cf. article 4.1 ci-dessous) ;
- soit en mode dématérialisé hors e-DUME (cf. article 4.2 ci-dessous).

Quel que soit le choix opéré par le candidat, toutes les pièces de la candidature devront être déposées sur PLACE au plus tard à la date et à l'heure de réception fixées à l'article 6 ci-après sous peine d'irrecevabilité.

La candidature ainsi que les justificatifs qui l'accompagnent doivent impérativement **être rédigés en langue française**.

4.1 PRESENTATION DE LA CANDIDATURE SOUS FORME SIMPLIFIEE (eDUME)

Constitution du dossier simplifié :

Les candidats peuvent déposer une candidature simplifiée **eDUME** ; le dossier doit obligatoirement comporter les éléments suivants :

1. **L'eDUME « opérateur économique »** créé pour cette consultation sur la PLACE (accès via le profil acheteur) ;

N. B : Il sera utilisé autant de « eDUME » que d'entreprises candidates à la consultation en cours, notamment en cas de groupement momentané d'entreprises ;

Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés.

2. En cas de groupement momentané d'entreprises, les candidats produiront le document intitulé : **constitution du groupement**, dûment signé et daté de l'ensemble des membres du groupement ;
3. **La déclaration indiquant les effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou preuve par équivalence ;
4. **La déclaration concernant le chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ou preuve par équivalence ;
5. **La présentation d'une liste des cabines de prises de mesures en service installées par l'entreprise** au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le bénéficiaire public ou privé ou preuve par équivalence. Les prestations réalisées seront prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique susceptible d'être vérifiée auprès du destinataire. Dans cette optique, l'adresse de ce destinataire devra être mentionnée ;

6. **Une attestation sur l'honneur du candidat**, relative aux mesures restrictives issues du règlement du conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022. En cas de groupement, une attestation par membre du groupement est requise.
7. **Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.** Les informations contenues aux points 3 à 5 ci-dessus doivent être développées pour chacun de ces opérateurs économiques. La totalité de ces informations est obligatoire pour pouvoir juger des capacités du candidat à exécuter l'accord-cadre.

Les pièces 1 à 7 devront être déposées en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

Les pièces 2 à 6 pré-remplies sont jointes au présent DCE.

4.2 PRESENTATION DE LA CANDIDATURE HORS FORME SIMPLIFIEE (HORS DUME)

La constitution intégrale de ce dossier de candidature s'impose aux candidats ne souhaitant pas présenter une candidature simplifiée :

La candidature doit contenir, en mode de transmission dématérialisée, les documents suivants :

1. **La lettre de candidature (imprimé DC1)** complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement ;
2. **La déclaration du candidat (imprimé DC2)** complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un formulaire DC2 pour chaque membre du groupement ;

Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés ;

3. **La déclaration indiquant les effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou preuve par équivalence ;
4. **La déclaration concernant le chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ou preuve par équivalence ;
5. **La présentation d'une liste des cabines de prises de mesures en service installées par l'entreprise** au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le bénéficiaire public ou privé ou preuve par équivalence. Les prestations réalisées seront prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique susceptible d'être vérifiée auprès du destinataire. Dans cette optique, l'adresse de ce destinataire devra être mentionnée ;
6. **Une attestation sur l'honneur du candidat**, relative aux mesures restrictives issues du règlement du conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022. En cas de groupement, une attestation par membre du groupement est requise ;
7. Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Les informations contenues aux points 3 à 5 ci-dessus doivent être développées pour chacun de ces opérateurs économiques. La totalité de ces informations est obligatoire pour pouvoir juger des capacités du candidat à exécuter l'accord-cadre.

Les pièces 1 à 7 devront être déposées en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

Les pièces 1 à 6 pré-remplies sont jointes au présent DCE.

QUELLE QUE SOIT LA PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE :

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public (article R. 2142-4 du code de la commande publique).

La candidature ainsi que les justificatifs qui l'accompagnent doivent impérativement être rédigés en langue française.

Le dossier de candidature doit permettre de faire ressortir sans ambiguïté, au moyen de tout document, description et précisions jugés probants, la capacité des candidats à exécuter l'accord-cadre.

ARTICLE 5 - MODALITES DE SELECTION DES CANDIDATURES

5.1 Conditions de recevabilité des candidatures

Les capacités des candidats à exécuter l'accord-cadre seront examinées au regard de leurs capacités techniques, professionnelles et financières.

L'acheteur éliminera tout candidat ne disposant manifestement pas des capacités financières, techniques et professionnelles pour exécuter l'accord-cadre.

5.2 Niveau minimum de capacités requis

Conformément à l'article R. 2142-2 du code de la commande publique, les candidats ne satisfaisant pas à l'exigence ci-dessous sont éliminés :

Disposer, lors du dépôt de la candidature, d'un système d'information permettant la gestion centralisée des cabines

ARTICLE 6 - DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES

11/12/2024 à 15h00

Les plis électroniques reçus après la date et l'heure limites fixées ne seront pas ouverts.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES

La candidature doit parvenir dans les délais indiqués à l'article 6 terme impératif.

L'administration impose aux candidats de recourir à une transmission électronique via le portail www.marches-publics.gouv.fr pour la remise des candidatures.

Le candidat trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site précité PLACE.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Il doit être établi au nom de la personne habilitée à engager la société et être valide au moment de la signature du document.

Seules les données collectées sur le site du portail www.marches-publics.gouv.fr font foi et peuvent être utilisées pour déposer des plis. Les erreurs liées à l'utilisation de données extérieures au site précité peuvent entraîner le rejet de la candidature. L'administration décline toute responsabilité du fait d'éventuelles récupérations de fichiers contenant des erreurs.

7.1 Déroulement de la procédure de transmission du pli, via PLACE

Lors de l'envoi du pli électronique, le candidat reçoit en retour sur son adresse courriel, un accusé de réception électronique de son dépôt, signé par la plate-forme. Cet accusé de réception sert de preuve de dépôt opposable pour le soumissionnaire.

Le candidat peut modifier le contenu de son dossier autant de fois que nécessaire tant que la date et l'heure limites de dépôt ne sont pas dépassées. Cependant et dans ce cas, il doit déposer à chaque fois, un dossier complet contenant l'intégralité des documents. Les précédents envois seront rejetés par l'acheteur, sans être ouverts.

Les dossiers électroniques parvenus hors délai seront effacés des fichiers de l'acheteur sans avoir été lus. Le candidat en sera informé.

7.2 Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat est fortement incité à effectuer une copie de sauvegarde sur support électronique (**clé USB uniquement**). Cette copie du pli est destinée à se substituer en cas d'anomalie aux dossiers de candidature transmis par voie électronique à l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde est transmise par courrier postal à l'adresse suivante :

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMEES
PLATE-FORME COMMISSARIAT RAMBOUILLET
DIVISION ACHATS PUBLICS/SECTION CTS
Adresse postale : 11, rue de Groussay – CS 70106 – 78513 RAMBOUILLET CEDEX
Adresse géographique : 11, rue de Groussay – 78120 RAMBOUILLET

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'il est détecté un virus par l'acheteur lors de la transmission du pli électronique ;
- en cas de défaillance du système informatique supportant la dématérialisation ;
- lorsqu'un pli transmis par voie électronique n'a pu être ouvert ;

sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

En cas d'envoi d'une copie de sauvegarde, celle-ci est placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE » avec les références précises de la procédure et le nom du candidat.

ARTICLE 8 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Toute question devra parvenir à la Plate-forme Commissariat Rambouillet via PLACE, au plus tard **10** (dix) jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures. Les réponses et renseignements complémentaires sont publiés sur PLACE, au plus tard **6** (six) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire reporter les délais de réception des candidatures.

ARTICLE 9 - POURSUITE DE LA PROCEDURE

A l'issue de la phase d'analyse des candidatures, les candidats retenus par l'acheteur seront invités à soumissionner.

A ce titre, il leur sera transmis un dossier de consultation qui précisera les clauses administratives particulières de l'accord-cadre, le détail technique de la prestation attendue et les modalités pratiques de dépôt des offres initiales et de conduite des négociations.

ARTICLE 10 - GROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET SOUS-TRAITANCE

10.1 CANDIDATURES PRESENTEES PAR UN GROUPEMENT D'ENTREPRISE.

Conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, les candidats ne peuvent se présenter en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s).

Les candidats peuvent présenter leur candidature en cotraitance sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Si le groupement est conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord-cadre.

Toutefois, la composition du groupement peut être modifiée jusqu'à la date de signature de l'accord-cadre dans deux hypothèses seulement (cf. article R. 2142-26 du code de la commande publique) :

- en cas d'opérations de restructuration de société (notamment de rachat, de fusion, ou d'acquisition) ,
- si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait.

Dans ces cas, le candidat peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant un autre cotraitant à l'acceptation de l'acheteur.

10.2 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANCES

Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire d'un marché, peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

La déclaration de sous-traitance peut intervenir :

- soit au moment du dépôt de l'offre ;
- soit en cours d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, le soumissionnaire devra indiquer le nom, la nature et le montant des prestations qui seront sous-traitées à cet opérateur économique.

Le contrat de sous-traitance devra avoir pour support un contrat d'entreprise (au sens du code civil) et non un simple contrat de vente.

Les modalités pratiques de déclaration de sous-traitance, les conditions d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur seront précisées dans les documents qui seront remis aux candidats invités à soumissionner.

ARTICLE 11 - UNITÉ MONÉTAIRE UTILISÉE

Les soumissionnaires sont informés que l'unité de compte de l'accord-cadre est l'euro.

ARTICLE 12 - PROCÉDURE DE RECOURS

12.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

En cas de litige relatif à la procédure en cours, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents. S'agissant de la consultation en cours, les coordonnées du tribunal administratif de Versailles sont :

<p>Greffes du tribunal administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud 78 011 VERSAILLES</p> <p>Téléphone : +33 139205400 – Télécopie : +33 139205890</p> <p>Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr Adresse internet (URL) : http://ta-versailles.juradm.fr</p>
--

12.2 SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS

<p>Greffes du tribunal administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud 78 011 VERSAILLES</p> <p>Téléphone : +33 139205400 – Télécopie : +33 139205890</p> <p>Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr Adresse internet (URL) : http://ta-versailles.juradm.fr</p>
--